

AGIR EN RESPONSABILITE DANS UN DEVOIR D'HUMANITE :

ALLER CHERCHER L'ARGENT LA OU IL SE TROUVE !

La grande majorité des réfugiés cherchant à gagner l'Europe fuit des guerres déclenchées par les pays occidentaux ou dans lesquelles ils sont impliqués. Les dictateurs ou les organisations terroristes et barbares qui menacent et massacrent les populations, ne fabriquent pas leurs armes, ils les achètent ou les ont trouvés lorsque Sarkozy ou Bush les ont distribués pour chasser aveuglément les pouvoirs en place en Libye ou en Irak.

Aider les réfugiés fuyant ces guerres qui enrichissent au passage nos entreprises d'armement et leurs actionnaires, ne peut pas se discuter. C'est un devoir pour chaque être humain, surtout s'il revendique pour lui-même et les siens une vie meilleure.

Il n'y a pas à trier entre ceux qui ont le droit à la paix et les autres. Il ne peut y avoir de concurrence dans la misère, la détresse ou la pénurie et il convient de ne pas se tromper de adversaire en rejetant les discours des marchands de haine.

La France n'a jamais été aussi riche et ce qui pose problème chez nous, c'est bien la mauvaise répartition de cette richesse. Notre pays, de part les politiques libérales de ses gouvernements successifs, produit des injustices et creuse les inégalités. Les réfugiés n'y sont pour rien et n'y changeront rien. La réponse est ailleurs.

Les seuls ennemis du peuple sont ceux qui, au nom de la liberté de quelques privilégiés de s'enrichir sans limite, condamnent le reste de l'humanité et notre société à se disputer les restes alors qu'il conviendrait de considérer l'humain d'abord.

Il est grand temps d'aller chercher l'argent là où il se trouve. Et, concernant cette crise, j'ai demandé à l'Etat que les 177 entreprises françaises d'armement, à travers leur groupement national le GICAT qui dégage 17,5 milliards d'euros de chiffre d'affaire et qui va de nouveau s'enrichir avec les frappes aériennes en Syrie, contribuent à l'effort national d'accueil des réfugiés par une taxe spéciale de solidarité envers les victimes civiles des guerres.

Quant à nos communes, confrontées à l'urgence sociale, elles tentent avec des moyens que l'Etat leur ponctionne un peu plus chaque année, de maintenir une cohésion sociale, de contribuer au bien vivre ensemble et d'agir, en tout cas pour certaines, en bouclier contre la crise. **Les réfugiés d'aujourd'hui doivent y être accueillis comme les réfugiés d'hier et d'avant-hier.** Ils ont participé à enrichir notre pays dans tous les sens du terme. **Mais cet accueil ne peut évidemment pas se faire au détriment de ceux qui aujourd'hui ont besoin d'un logement, d'un travail, d'une couverture sanitaire ou sociale.**

C'est donc ensemble que nous devons exiger de l'Etat qu'il abandonne ses politiques libérales et guerrières pour concentrer les fonds publics sur la satisfaction des besoins essentiels de nos populations, sans distinction d'origine ou de religion. Tout simplement parce que la République c'est d'abord cela.

Gardons la main sur le cœur et le poing levé !

Jean-Paul Lecoq
Maire de Gonfreville l'Orcher
Conseiller Départemental
Vice-Président de l'agglomération havraise